

La république est amputée en politique mais aussi en économie

Christophe Ramaux (Maître de conférences à Université Paris I - Centre d’Economie de la Sorbonne, membre des économistes atterrés, auteur de *Pour une économie républicaine. Une alternative au néolibéralisme*. De Boeck, 2022).

Une version courte de cet article est parue dans *Le Monde* le 8 avril 2023 : [« La crise du politique se nourrit du sentiment que l'économie échappe aux principes républicains »](#)

La république est amputée au niveau politique, ce constat est largement partagé. Mais il faut aller au-delà, elle l'est aussi et d'abord au niveau économique.

La démocratie a deux volets, l'un libéral, avec la liberté de penser, de s'associer, de contracter, l'autre proprement républicain, celui de la souveraineté du peuple, du suffrage universel, des représentants élus pour voter la loi, des institutions qui en procèdent. La loi s'applique à tous, ceux qui sont en désaccord peuvent manifester, pétitionner, mais ils ne font pas sécession et font ainsi passer leur conviction personnelle après leur appartenance à la société. Avec cette précision d'importance : encore faut-il que la loi soit perçue comme légitime. La souveraineté appartient au peuple et non à l'Assemblée ou *a fortiori* à l'exécutif. Ceux-ci sont indispensables pour la représenter et la mettre en œuvre, mais ils ne l'absorbent pas. La rue ne fait pas la loi (comment le pourrait-elle ?), mais il est du devoir du pouvoir politique de l'entendre, tout comme il est de son devoir d'associer les syndicats, la démocratie sociale. On en est loin. Le pouvoir exorbitant confié au Président par la Ve République offre toute latitude à l'infatuation et à l'autoritarisme, deux registres sur lesquels E. Macron excelle.

Mais la crise du politique plonge au-delà. Elle est à nuancer en un sens et ce n'est pas rien. Si de vifs débats existent sur le fonctionnement de nos institutions, quasiment plus personne ne remet en cause leur fondement, le primat du suffrage universel. L'extrême droite, hormis certains nervis, n'assimile plus la république à la Gueuse. Si elle le faisait, son score n'excéderait pas 2 %. On mesure au passage le confort de ceux qui se bornent à dénoncer son « fascisme ». De même, l'extrême-gauche a largement abandonné la « dictature du prolétariat », se présente aux élections, même si ses courants les plus ultras continuent à surenchérir dans le lancer de pavé infantile et, cela va de pair, prétentieux.

La crise du politique se nourrit principalement du sentiment qu'une sphère essentielle de nos vies, celle de l'économie, échappe aux principes républicains censés prévaloir. Or, on le sait au moins depuis Jaurès : la république sonne creux si elle ne s'étend pas à la sphère économique, avec la république sociale.

Que la crise ait surgi autour des retraites n'est pas anodin. Pendant longtemps la France pouvait s'enorgueillir de ses services publics. Des années de mépris et d'austérité ont conduit là on sait, avec un hôpital au bord de l'asphyxie et la peine à recruter, des écoles aux lycées, pour ce que Péguy nommait à raison « le plus beau métier du monde ».

La France peut toutefois encore tirer fierté de ses retraites. Elle n'est certes pas le Pays de Cocagne décrit par certains. Un tiers des pensions sont inférieures à 1 000 euros. Le taux de pauvreté des plus de 65 ans y est néanmoins plus faible qu'ailleurs (10,9 % contre 16,8 % dans l'Union européenne). Cela n'a pas toujours été le cas. En 1970, à la fin des Trente Glorieuses, ce taux était de 35 %. Comment l'a-t-on réduit, alors même que le nombre de retraités par cotisants a doublé (de 3 retraités en 1970 à 6 aujourd'hui pour 10 actifs) ? Tout simplement en cotisant dans la bonne humeur. Le revenu des actifs a augmenté, mais moins vite que leur productivité. La part des retraites est passée de 7 % du PIB en 1970 à 14 %. Cette part, au contraire, stagnera ou même baîssera à l'avenir, avec les réformes déjà accumulées depuis 1993. Les retraités continuant à augmenter, même si,

soulignons-le, moins qu'hier (8 retraités prévus pour 10 actifs en 2070, une hausse d'un tiers), c'est la résurgence – amorcée depuis 2015 – de leur pauvreté massive qui pointe.

La nouvelle réforme accentuerait cette contraction de la part des retraites dans le PIB. Les moyens existent pourtant à la fois pour s'en passer et enrayer la dégradation programmée des pensions. Il suffit, comme cela été fait hier avec succès, d'augmenter légèrement le taux de cotisation chaque année (de l'ordre de 0,2 point). Le gain de pouvoir d'achat pour les actifs et les retraités serait de 20 % en 2050 et 40 % en 2070¹, et cela sans même toucher à la part des profits (il y a tant d'autres domaines à financer). L'économie s'enrichissant demain, même à un rythme moindre (1 % de gain annuel de productivité selon le scénario du gouvernement repris ici, contre 1,6 % entre 1982 et 2019), permet d'assurer un progrès social partagé. Encore faut-il accepter de socialiser un peu plus l'économie.

C'est le choix inverse que retient la « réforme », au nom de déficits futurs largement gonflés, et alors même que les cadeaux fiscaux offerts depuis 2017, principalement aux plus riches et aux entreprises (qui souvent leur appartiennent), amputent les recettes publiques, et creusent d'autant le déficit, de 70 milliards par an.

Socialiser l'économie, ne signifie pas renoncer à l'économie privée. La concurrence a du bon, stimule, c'est la part de vérité portée par les libéraux. Mais l'intervention publique est aussi précieuse pour assumer les missions qui ressortent de l'intérêt général : l'écologie, le plein-emploi, les services publics, la protection sociale, etc. Pour lutter contre la pénibilité et l'exclusion des séniors de l'emploi, le meilleur levier ne serait-il pas d'associer comme en Allemagne les syndicats à la gestion des entreprises (dans celles de plus de 2000 salariés ils ont la moitié des voix au Conseil de surveillance) ?

Les services publics – c'est un défi à toujours relever – doivent être bien gérés ; le plein emploi – les besoins insatisfaits ne manquent pas – permettrait de réduire certaines dépenses sociales ; des aides aveugles aux entreprises sont à revoir. La dépense publique n'en demeure pas moins indispensable. Elle n'est pas le puit sans fond décrié par les libéraux. En fait, seul un quart sert à payer des services publics, dont la part (dans l'emploi et le PIB) n'a pas augmenté depuis 40 ans. Les trois autres quarts alimentent directement les débouchés et l'activité du privé grâce notamment aux prestations en espèces versées aux ménages (retraites, allocations familiales et chômage, etc.).

Les néo-libéraux sapent la république sociale, dessaisissent le peuple de son pouvoir au profit de la finance et – la formule n'est malheureusement pas surannée – du grand capital. Quelle alternative leur opposer ? C'est ici que le bât blesse. Son défaut alimente la déploration et l'excès. A lire certains calicots et libelles, l'Etat ne serait plus qu'un Etat néolibéral et policier au service du capital. C'est oublier la protection sociale et les services publics, ces sphères entières qui échappent au capital. Bourdieu l'a tardivement admis en évoquant la « main gauche » de l'Etat. Il assimilait le régaliens à sa « main droite » : mais que la police ne soit pas privée, relève du public – d'où l'exigence légitime qu'elle doit accepter sur sa probité –, n'est-ce pas une précondition à la république sociale ?

Le soleil de l'émancipation qu'a été le socialisme pendant plus d'un siècle s'est éclipsé. En préservant son meilleur, le refus des injustices, il importe de sonder les racines de son échec : l'horizon du déclin de l'Etat, non sans affinité avec les libéraux si on y réfléchit bien, et partant son incapacité à le penser, d'où le boomerang de la nuit stalinienne, est de toute évidence une impasse.

L'alternative est à reconstruire. Elle est à portée de main : le projet d'un nouvel âge de la république tant politique que sociale ne serait-il pas aisément majoritaire ? On s'inquiète de la progression du Rassemblement national. Encore faut-il en saisir la raison profonde : à sa façon nauséuse, il investit ce projet. Loin des postures minoritaires, puisse celui-ci être porté dans un sens progressiste.

¹ Voir les arguments développés dans Ramaux C. (2023), [« Retraites : l'alternative est à portée de main »](#), Alternatives économiques, 09 mars.